

TOUS POUR UN, UN POUR TOUS !

L'absence de débat sur les questions de sécurité nationale (comme l'a révélé la dernière élection fédérale, en novembre) n'est ni troublante, ni décourageante. Il n'existe aucune discussion sur ces questions au Canada, parce qu'il n'y a rien à débattre.

PAR KIM RICHARD NOSSAL

PENDANT LES ÉLECTIONS générales qui ont eu lieu au Canada en 1988, la question des rapports canado-américains a suscité des discussions animées, mais d'autres aspects de la politique étrangère ont été passés sous silence, à toutes fins utiles, pendant les sept longues semaines de la campagne. Ce fut notamment le cas de la politique de défense. Au départ, divers éléments portaient à croire que la sécurité nationale jouerait un rôle de premier plan dans la course électorale. En 1987, le mouvement pacifiste avait prévu déployer de grands efforts dans chaque circonscription pour sensibiliser le public au fameux «Engagement pour la paix» (*Peace Pledge*). Le gouvernement Conservateur de Brian Mulroney avait publié la même année son Livre blanc sur la défense qui esquissait une gamme d'options à la fois agressives et coûteuses. Il y proposait notamment d'acheter des sous-marins à propulsion nucléaire, ce qui risquait fort de susciter des débats. Et finalement, le Nouveau Parti Démocratique, le seul parti politique canadien à offrir une politique de défense véritablement différente, a fait une remontée spectaculaire dans les sondages d'opinion, au cours de l'année qui a précédé les élections.

Malgré tout, la politique de défense n'a pas retenu l'attention pendant la campagne; en fait, c'est à peine si on l'a mentionnée. La campagne du mouvement pacifiste a échoué. Les manifestations organisées par les groupes pacifistes afin de protester contre l'achat de sous-marins à propulsion nucléaire furent morcelées et demeurèrent sans résultat. Aucun des partis d'opposition ne mit l'accent sur les sous-marins, chacun se contentant d'y faire allusion en passant; l'accord de libre-échange présentait beaucoup plus d'attrait pour les critiques. MM. Mulroney et Turner n'ont pu résister à la tentation de décocher quelques flèches à l'endroit de la

politique de défense du NPD; quant à lui, M. Broadbent a réitéré timidement la promesse que son parti avait faite en 1969, à savoir qu'un gouvernement néo-démocrate renoncerait à faire partie à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et à l'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD); la plupart du temps, on avait l'impression très nette que M. Broadbent espérait voir l'électorat oublier tout simplement la fameuse promesse, même si la révision d'avril 1988 l'avait rendue plus acceptable. Bref, les débats politiques sur les questions de sécurité pendant la campagne électorale ont été à la fois insipides et superficiels.

Le caractère superficiel des discussions ayant porté sur la défense en 1988 n'a rien d'extraordinaire. Depuis le débat sur l'acquisition d'armes nucléaires pour les forces armées canadiennes en 1962 et 1963, la défense n'a jamais suscité des discours soutenus et fougueux en période d'élections. Au cours de la dernière génération, en effet, les discussions sur la défense ont sans exception, en période électorale, manqué de profondeur et de finesse. Des changements technologiques importants, une métamorphose de la doctrine militaire et une évolution du rôle stratégique du Canada dans l'Alliance occidentale se sont produits au cours des vingt-cinq dernières années sans que les Canadiens et Canadiennes se soucient d'amorcer des discussions sur ces transformations et leurs conséquences. Au contraire, pendant les campagnes électorales, les gouvernants et les aspirants-gouvernants n'ont su offrir aux électeurs que de vagues marmonnements périodiques en guise de débat politique.

À PRIME ABORD, ON PEUT SE DEMANDER pourquoi la politique de défense ne fait pas l'objet de débats en période d'élections et s'inquiéter de

cet état de choses. Après tout, la politique de défense (c'est-à-dire la sécurité du régime lui-même) intéresse l'existence même d'une collectivité politique. Qui plus est, le pays investit chaque année des fonds considérables dans ce volet du programme politique public. Pourquoi cette dimension de la politique nationale ne génère-t-elle pas, de par son importance même, plus de discussions publiques ? L'absence de débats donne par ailleurs lieu à des préoccupations d'ordre normatif : la discussion publique de questions concernant la collectivité tout entière n'est-elle pas l'essence d'un système démocratique sain et vibrant ? Ne pourrait-on pas faire valoir que les campagnes électorales offrent la meilleure occasion qui soit d'énoncer les options d'un pays en matière de défense, ainsi que d'examiner et de discuter divers aspects de la sécurité nationale ? Ne peut-on pas effectivement soutenir qu'il incombe aux hommes et aux femmes politiques d'encourager, et non de décourager, chez l'électorat averti des débats sur des questions aussi importantes que la politique de défense du pays et sur l'orientation générale de cette dernière relativement au système international ? Bref, en omettant de débattre des questions de défense, nos gouvernants ne se soustraient-ils pas à leur responsabilité envers la nation ?

Permettez-moi d'avancer une autre hypothèse : l'absence de débat au Canada sur les questions de sécurité n'est ni troublant, ni décourageant; il n'y a aucun débat parce qu'il n'y a rien à débattre. En matière de défense, les Canadiens et Canadiennes vivent dans une harmonie peu commune, et ce n'est pas une si mauvaise chose après tout.

Cet argument repose sur l'hypothèse qu'un débat politique sérieux n'est pas possible à moins qu'il existe dans une collectivité un conflit politique digne de mention. Et pour qu'il y ait un tel conflit,

deux conditions au moins sont nécessaires. Il doit tout d'abord exister une divergence d'opinions entre des groupes relativement nombreux d'une collectivité politique. Les divergences ne doivent pas se situer à la périphérie, laquelle inclut seulement quelques membres de ladite collectivité. En deuxième lieu, les discordances deviennent sérieuses quand elles touchent les intérêts concrets, plutôt que symboliques, des protagonistes. En d'autres mots, lorsqu'en définissant sa position, chaque opposant dans un conflit politique se soucie en priorité de protéger ses intérêts véritables contre les effets directement néfastes des préférences de son adversaire, le conflit a tendance à être plus insoluble. Si toutes ces conditions ne sont pas réunies, une division politique digne de ce nom est peu probable. On observe plutôt un consensus, ce qui empêche tout débat de naître, car aucun débat véritable n'est possible si tout le monde s'entend au départ.

ON POURRAIT AVANCER QU'AUUCUNE des conditions susmentionnées n'existe dans le cas de la politique canadienne de défense. En effet, aucune discordance n'oppose des groupes importants de Canadiens et Canadiennes. En fait, ce que certains ont appelé le «contre-consensus» en politique étrangère n'existe tout simplement pas. Par exemple, en dépit de la multiplication de ses cellules au Canada dans les années 1980, le mouvement pacifiste a été singulièrement incapable de convaincre une partie importante de la population canadienne qu'une adhésion ferme à l'OTAN et au NORAD (les piliers de la sécurité canadienne, depuis toujours) est suffisamment fautive pour justifier des pressions publiques concrètes en vue de faire modifier notre «posture» de défense.

Le mouvement pacifiste s'est en fait heurté à l'inertie d'une population qui a toujours affiché une